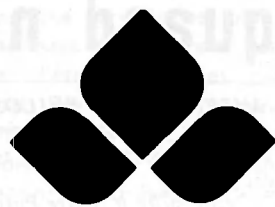


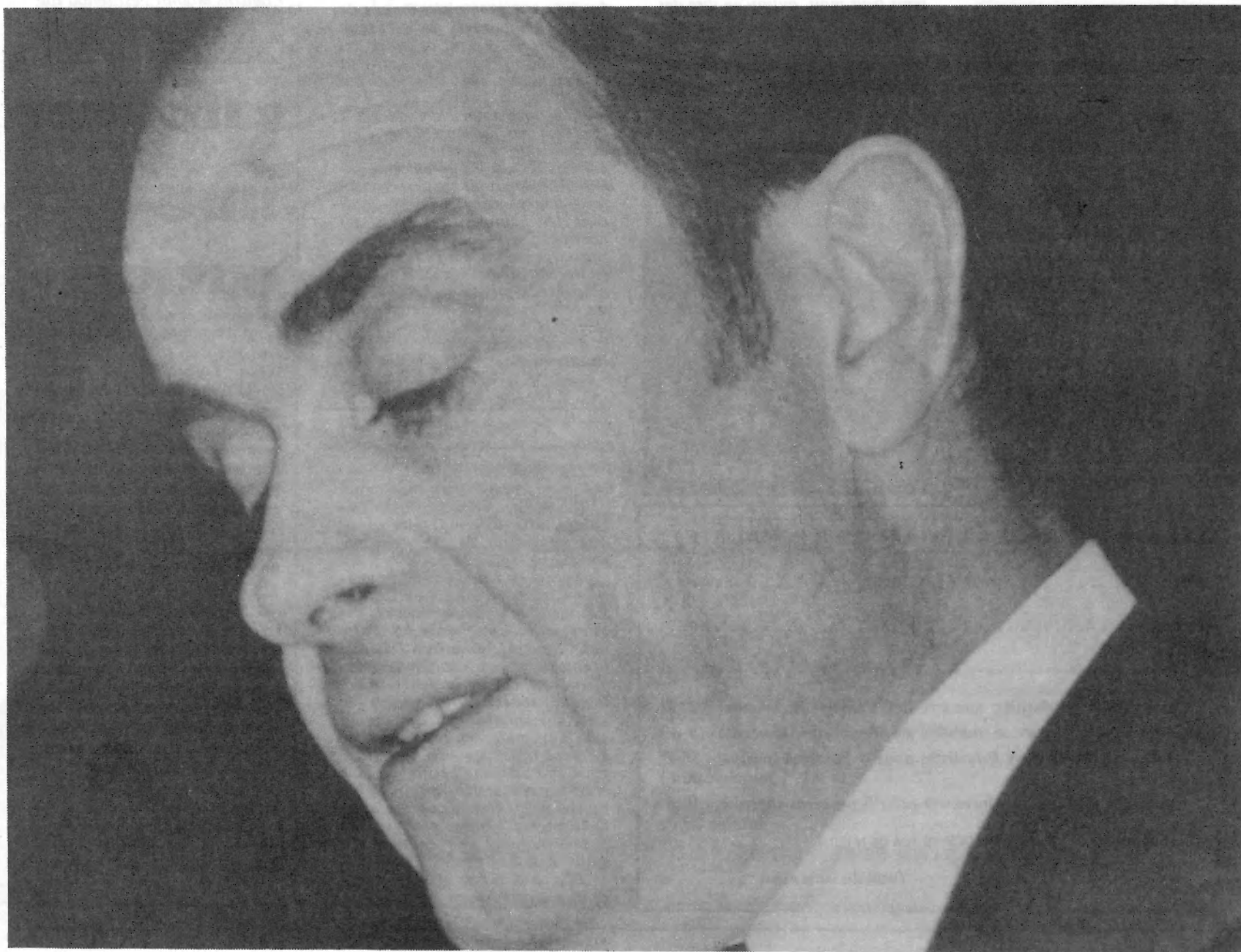
royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

les calculs de marchais



quand nos lecteurs prennent la parole

MISERE DE LA PHILOSOPHIE

«Si on se met à lire les textes, on est perdu.»
PEGUY
(2ème suite à Notre Patrie 1905)

Cher Gérard Leclerc,

J'admire ton honnêteté, ta passion maîtrisée et ta rigoureuse patience : tu es un philosophe, ce que je ne serai jamais. J'ai l'accablement trop prompt, et l'âme trop vite harassée par la sottise et la mauvaise foi. Quand on insulte devant moi quelqu'un des miens, je ne dis pas d'abord à l'insulteur que j'ai de la peine, qu'il «m'a fait mal» ou qu'il «m'a atteint» en me réservant de peser ses raisons et de voir dans quelle mesure elle sont «cruellement justes».

Tout cela est peut-être conforme aux règles du débat intellectuel. Mais c'est à ce point, cher Gérard, que je ne puis admettre que tu perdes ta peine : il faut être au moins deux pour débattre, selon les règles dont tu as un respect exemplaire; il faut être deux, et ton adversaire -celui qui est en face de toi- se soucie bien peu de débat.

Je goûte assez médiocrement que l'on se paie ma tête, et celle de mes amis. Je conviens qu'il y a une obligation, et un honneur de l'amitié -Péguy a dû écrire là-dessus quelque chose. Mais, M. Bernard-Henri Lévy n'est pas mon ami, et ne le sera jamais, sans doute. Rien ne me retiens donc, rien ne me restreins, la force et le talent mis à part, d'écrire l'Anti-Lévy qu'il faudrait. Rien, sinon le goût. M. Lévy me décourage.

Il n'y a qu'une chose à dire, de M. Lévy, qui clôt d'avance tout débat philosophique : que pour employer ses mots, il a la mauvaise foi «structurée comme un inconscient». M. Lévy est un lecteur hâtif, s'il est un lecteur du tout : mai quoi, nous sommes habitués aux théories panoramiques, aux évocations cavalières, et quand on n'a jamais lu, mon Dieu, on dit qu'on «connaît mal». Si M. Lévy connaît mal, qui lui en fera le reproche ? Ne nous encombrons pas de détails, visons l'ensemble de l'édifice. Il devra se dresser d'un seul coup, pour mettre les clercs en émoi, et en ébullitions contradictoires; il devra se tenir trois mois, puisqu'au dire des libraires, trois mois est la «durée de vie» moyenne d'un livre, au

terme desquels est le pilon, et notre oubli.

Cette perspective, on le voit, déconseille de trop s'appesantir. On évitera heureusement d'y regarder de trop près, et même de s'étonner, au passage, de ce qu'un de Gaulle par exemple, se retrouve séparé de ses maîtres Bergson, Péguy et Maurras, et rangé dans le casier d'en-face; ou bien qu'une Simone Weil, si nationaliste et si antisémite à tant d'égards, ne figure pas au banc des accusés. Mais il est vrai qu'elle est bien peu à la mode. Pour le reste, Maurice Clavel est mort à point; et Soljenitsyne ne sait pas sa chance d'être russe, il ne sait pas à quel réquisitoire il a pu échapper.

Aussi bien, M. Lévy ne fait pas profession de lire, mais d'écrire. Peu lui chaut de savoir parler des autres, pourvu qu'on parle de lui, quoiqu'on en dise. Un vieil ami de Bernanos, une âme pure de tout ressentiment et un philosophe, me confiait avec tristesse : «ce sont de tels livres qui déshonorent la philosophie». Qu'il ne s'inquiète. M. Lévy n'a pas cette importance. «L'ancien paysan français, cet exemplaire unique de l'humanité», dont parle Péguy au si fort agacement de notre auteur, l'ancien paysan français eût bien souri de tout cela. Lui qui constituait le peuple, et la race -oui, la race-nourricière du génie (ce n'est pas du Rosenberg, c'est du Corneille, Monsieur l'agréé), il connaissait «la vieille place au soleil». Il connaissait aussi «ceux qui font de ces tripatoillages, (qui) sont les hommes très forts, les hommes excessivement intelligents, les malins, les ceux qui ont énormément du talent. Le génie ne procède pas ainsi. Le génie ne procède point par ces tripatoillages». (L'esprit de Sytème 1906). Nous voilà éclairés, s'il le fallait. Et rassurés.

Ph. BARTHELET

ANTICOMMUNISTE

Cher Renouvin,

Il m'est bien difficile de comprendre -d'accepter, même- ce que vous dites de l'impérialisme soviétique (édito du 331).

Avez-vous crainte que l'on vous taxe d'anticommunisme primaire? La menace militaire, certes, est assez redoutable -mais les Polonais, Hongrois et autres Tchécoslovaques vous en diraient long, quand même, sur le danger idéologique, vous le savez mieux que moi. Il y aurait long à dire là-dessus -l'exemple, entre autres, de «France-U.R.S.S.» est significatif; il y a dans ma petite ville une section très active, où quelques braves gens sont manipulés assez habilement... Tiens, pourquoi ne feriez-vous pas une enquête sur cet organisme ?

D'accord sur le danger américain, mais comment nier la péné-

tration insidieuse des marxistes jusque dans les plus petits villages ? Et la vie communale me semble de plus en plus essentielle, et il importe de dire aux gens le danger de mort de ces idées (sources) (issues) du totalitarisme. Respecter les hommes quand ils sont respectables, oui; mais aussi combattre leurs idées quand elles mènent à l'aliénation. Et je ne crois pas qu'on puisse dissocier l'impérialisme soviétique de la pénétration communiste en France (associations culturelles, sportives, conseils municipaux, colonies de vacances, comités d'entreprises, etc). Bref, je revendique mon anti-communisme primaire, et cela ne m'empêche nullement d'estimer -et d'aimer comme -créature de Dieu- les «militants de base» que je connais.

L.H. (Creuse)

Dimanche, la radio annonce que Libération va cesser de paraître, notre collaborateur François Moulin s'est rendu rue de Lorraine. Lundi, dernier numéro de Libé tel que nous le connaissons.

« libérer libération »

«Libération, dernier jour». Au bas de chaque page les folios rappellent la nouvelle. D'A.G. en A.G. l'issue se précisait. Tel qu'il était, Libération n'était plus vivable. Crise structurelle mais surtout lassitude intellectuelle. Comme si tout à coup en plein cœur du miracle quotidien on se mettait à se poser des questions : «pourquoi et pour qui écrivait-on ?», «Comment aussi ?».

Le jour du «bouclage», la rédaction fait une ultime A.G. Le rite autogestionnaire avec ses motions, ses rumeurs de couloirs et sa part de secret. Les photographes des agences traquent le moindre détail : demain peut-être, ce petit monde aura disparu : autant en garder une image. Quelle image au fait ? Celle du Libé fondé par Sartre, l'image du gauchisme post-soixantuitard dont on chercherait longtemps la trace dans le fatras des derniers

royaliste université

CONTRE SAUNIER-SEITE

AUTONOMIE DES LUTTES ETUDIANTES

NON AU DEVOIR L'ÉTAT DE L'UNIVERSITÉ

éditorial:

Le mouvement étudiant est en crise. Il faut en trouver les causes et les remèdes. Ce n'est pas une simple question de moyens, mais de principes. Il faut défendre l'autonomie des luttes étudiantes.

ROYALISTE

CAHIERS TRIMESTRIELS - 10 F

QUELLE JUSTICE SOCIALE ?

N 10 DECEMBRE 80
JANVIER - FÉVRIER 81
1000 exemplaires, 40 000 F, 200 F

BULLETIN - REPONSE A RETOURNER A ROYALISTE

Nom : Prénom :

Adresse :

- ☐ commande le dernier numéro des Cahiers Royalistes (13 F)
☐ commande le dernier numéro de Royaliste Université (3 F)
☐ s'abonne aux Cahiers Royalistes pour 4 numéros (normal : 35 F; soutien : 50 F)
☐ s'abonne à Royaliste-Université pour 5 numéros (normal : 10 F; soutien 30 F)

règlement à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 Q6 N Paris

Total du versement :



Chirac : le changement sans le risque ?

temps. Ou celle du «désir d'être moderne». July rêve, tout le monde le sait: July rêve «d'être moderne». La presse américaine le hante, le professionnalisme de ses journalistes d'investigation lui transperce les tripes, quand il voit son journal à peine sorti des miasmes de la gauche et de la marginalité.

July a la modernité un peu cavalière, un peu giscardienne, une façon de violer l'histoire : «le monde change... et nous savons que nous avons brusquement changé d'époque. Nous avons basculé (lui aussi, la bascule !) dans le nouveau monde et c'est vrai que nous avons du mal à nous y retrouver». Je ne sais pas ce qu'est le Nouveau Monde, ou plutôt, je sais trop ce qu'il est. Et je ne vois pas où Libé met les pieds. Une version plus pro., plus «californienne» et avec de la pub ? Non décidément je ne vois pas.

Voit-il lui-même ? Il dit vouloir «libérer Libération» des pesanteurs, nettoyer la rédaction des fibres nécosantes. Une mort pour renaître. Mais pour faire quoi ? On les a bien vu ces talentueux jeunes gens aller rejoindre les rangs de la presse d'argent. Les anciens de Libé qui finissent dans les news. La marginalité sur papier glacé.

Ce court papier d'adieu est écrit alors que le numéro «mémorial» n'est pas encore paru : cent pages de testament avec au bout l'aventure, pour certains, de la «modernité».

F.M.

Au coin des rues, sur les affiches, Chirac-le-doux cherche à effacer le souvenir de Chirac-le-dur. Mais le marketing politique ne s'arrête pas là : non content de modifier l'image des candidats, il infléchit leur programme. Et les recettes remplacent les convictions.

On pouvait s'attendre, avant la conférence de presse du 10 février, à ce que Jacques Chirac présente un programme inspiré de la tradition qu'il représente : un brin technocratique, nettement volontariste, donc planificateur et interventionniste. Où l'on attendait un keynésien, c'est un libéral qui apparaît. Ah ! l'habile homme ! Il reprend la formule giscardienne du «changement sans risque» et prétend battre le Président sortant sur son propre terrain. L'enjeu est clair : faire basculer l'électorat de Giscard dans le camp chiracien, en montrant qu'il existe un «bon» libéralisme et un «mauvais» - qui serait le masque du collectivisme, et en se faisant porter par le vent venu d'Amérique.

Sans doute Chirac n'abandonne-t-il pas l'idée gaullienne de la planification indicative, ni le projet positif d'un réexamen de l'ensemble des règles du Marché commun. Mais le reste de son programme, sur lequel il s'est largement étendu, ressemble fort à celui de Reagan. Comme le Président américain, Chirac propose une réduction des dépenses publiques et un allègement de la pression fiscale, qui permettraient la reprise économique et la victoire sur l'inflation. Les points forts du programme chiracien sont donc une économie de 60 milliards réalisés en deux ans par l'Etat (principalement sur les dépenses de fonctionnement et

d'intervention) et une exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits contribuables.

Suivant les thèses néo-libérales, Chirac estime en effet qu'il faut stimuler l'offre en rendant leur liberté aux entreprises et en supprimant la taxe professionnelle. Ainsi escompte-t-il que la diminution des dépenses publiques cessera d'alimenter l'inflation, que la liberté rendue aux entreprises résorbera le chômage : ce qui diminuera encore l'inflation puisque les chômeurs dépensent de l'argent sans que cela corresponde à une augmentation des capacités productives. C'est là le contraire de la politique keynésienne, qui professe que la demande de biens et de services est le moteur de l'activité économique et qu'elle doit être stimulée par la politique budgétaire. Qu'en penser ?

— D'abord, l'exposé théorique de Chirac est confus : d'un côté il affirme que la cause de l'inflation n'est pas l'offre et la demande (il aurait dû dire le déséquilibre entre les deux) mais le chômage. Mais si le chômage est inflationniste, n'est-ce pas en raison d'une demande (les dépenses des chômeurs) supérieure à l'offre ?

— Le candidat du R.P.R. rompt sur plus d'un point avec le programme de son parti, pourtant présenté tout récemment. Rupture surprenante, imposée, dit-on, par les experts en marketing deux jours avant la conférence de pres-

se. L'aspect interventionniste s'efface devant l'initiative privée, et l'impôt sur la fortune, qui figurait dans «Atout France» est renvoyé aux calendes grecques. — La réduction des dépenses de fonctionnement de l'Etat est sans doute une bonne chose, mais une économie de 60 milliards entraînerait une réduction de l'aide aux entreprises nationales (donc une hausse des tarifs publics), un moindre soutien aux entreprises en difficulté (donc une augmentation du chômage) et une diminution du soutien aux secteurs de pointe ce qui entraînerait une aggravation de notre retard technologique.

— L'exemption de l'impôt sur le revenu pour un million et demi de contribuables est une mesure positive, et très rentable sur le plan électoral. Mais une réduction de 5% sur toutes les autres catégories de contribuables et la suppression de la taxation sur les plus-values sont des mesures contraires au souci de justice sociale.

— Comment, enfin, ne pas souligner l'oubli de la politique de participation chère aux gaullistes, le refus de toute nationalisation, l'absence de toute dénonciation du rôle néfaste des multinationales, le refus d'une protection économique pourtant nécessaire au sauvetage des secteurs en péril ?

Construit sur une théorie contestable, le programme partiel et illusoire de Jacques Chirac se révélerait inefficace si d'aventure il était appliqué. Mais le candidat du R.P.R. ne sera sans doute pas présent au second tour, et pourrait d'ailleurs changer du tout au tout sa politique économique si par extraordinaire il était élu. Belle occasion de méditer sur la qualité de la campagne électorale, et sur l'influence croissante des idées américaines dans notre pays.

Yves LANDEVENNEC

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297 42 57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F et timbres pour les frais

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700



l'Espagne unie autour de son roi

Le roi Juan Carlos a démontré pendant la tentative avortée de coup de force qu'il était l'ultime garant de la démocratie.

L'action désespérée et isolée entreprise par un groupe de gardes civils le lundi 23 février est intervenue alors que l'Espagne était déjà aux prises avec une autre forme de terrorisme : celle de l'ETA. C'est d'ailleurs précisément contre cette montée du terrorisme basque que les insurgés qui ont occupé pendant une nuit le Palais des Cortès à Madrid voulaient réagir. Depuis quelques jours, certains craignaient le passage aux actes de la droite-ultra. Déjà, au début du mois de février, le général Santiago de Mendivil avait « exigé » que le roi intervienne directement dans le règlement de la crise politique ouverte par la démission de M. Adolfo Suarez et les soubresauts au pays basque. A ces pressions répétées de quelques militaires conservateurs, nostalgiques de l'ordre franquiste et adeptes de la méthode brutale dans le conflit des nationalités, le Roi a répondu par son voyage au pays basque(1). Voyage pendant lequel il réaffirma les droits à l'autonomie du peuple d'Euzkadi.

On peut s'étonner aujourd'hui de cette étrange complicité, objective dans le temps et les motifs invoqués, liant les séparatistes de

l'ETA et les franquistes de la garde civile qui répondent à l'assassinat par une prise d'otage spectaculaire !

Second sujet d'irritation pour les partisans de l'ancien régime : l'accélération du processus de démocratisation avec ses aléas parlementaires dont la crise ministérielle récente était le signe le plus net. Les insurgés ont en effet profité de l'absence de gouvernement pour faire leur coup de force. Calvo Sotelo devait être investi au moment précis où les hommes du lieutenant-colonel Tojero ont fait irruption dans les Cortès.

L'ULTIME ARBITRE

Dans cette crise d'un jour qui n'aura eu comme résultat que de discréditer un peu plus les hommes du « bunker » au yeux de la population, seul le roi est apparu comme le garant des institutions de la nouvelle Espagne. Cas extrême, diront certains, puisque la plupart des leaders des partis et les ministres se trouvaient à l'intérieur des Cortès, retenus en otages. Les faits sont là : c'est au roi et à lui seul que les syndicalistes de gauche, communistes et

socialistes, ont apporté leur soutien; c'est lui qui ordonna la réunion des secrétaires d'Etat sous son autorité en cabinet de crise; c'est à lui enfin que les gouverneurs de Province ont réaffirmé leur fidélité. Garant de la constitution et des libertés fondamentales, le roi a montré aussi à cette occasion qu'il était l'arbitre dans la « crise de conscience » que traverse l'armée. Son attitude pendant cette journée devrait faire taire l'appétit d'autorité que manifestaient certains officiers peu soupçonnables d'être des partisans d'un régime militaire. Rappelons d'ailleurs, comme le fit Philippe Marcovici, dans le *Quotidien de Paris* du lendemain, que le roi Juan Carlos a fait son « apprentissage » d'homme public dans l'armée où il a su acquérir un capital de sympathie parmi les officiers supérieurs, et en particulier parmi les jeunes officiers supérieurs.

Il fût là enfin pour illustrer, alors que l'essentiel semblait menacé, les principes même qui commandent à sa politique et que les sautes d'humeurs des uns ou des autres ne pourront contrarier. Les observateurs ont remarqué

LE MESSAGE DU ROI A LA TELEVISION

« La couronne, symbole de la permanence et de l'unité de la patrie, ne saurait tolérer, en aucune façon, des actions ou des attitudes de personnes qui prétendraient interrompre le processus démocratique que la Constitution votée par le peuple espagnol a fixé en son temps au moyen d'un référendum ».

que c'est après la lecture du message ferme du roi, que le général Milans del Bosh (2), considéré comme un ultra parmi les franquistes, qui avait penché un moment vers le ralliement aux putschistes, se décida à annuler les mesures d'exception qu'il avait prises et à faire rentrer les blindés, déployés dans Valence, dans leur casernement.

Que se serait-il passé si, en face d'eux, les insurgés n'avaient trouvé qu'un Etat sans arbitre véritable ?

François MOULIN

(1) Voir *Royaliste* de la quinzaine dernière.

(2) Le général Milans del Bosh est notamment décoré de la croix de fer allemande, obtenue dans la division « azul ». Il fut en outre attaché militaire en Argentine, au Paraguay et en Uruguay ...

Jean Paul II :

"la voix de ceux qui ne sont pas entendus"

Le Pape Jean-Paul II a entrepris un nouveau voyage, le neuvième, qui l'a conduit du Pakistan en Alaska en passant par les Philippines, l'île de Guam et le Japon. Il a fait retentir en Extrême-Orient la voix d'un Occident que les peuples d'Orient connaissent en général sous des aspects moins nobles.

A Karachi, l'étape pakistanaise en plein pays musulman, il fut accueilli par le Général-Président Zia Ul Haq. C'est là que le Saint Père a affirmé le caractère purement pastoral de son voyage, rappelant que « l'homme ne vit pas seulement de pain » et lancé un appel pour la compréhension et la confiance réciproque entre chrétiens et musulmans.

Un des temps forts du voyage fut incontestablement les Philippines, pays au deux tiers catholique. A Manille, dans son premier discours, à l'issue d'une messe célébrée en présence d'une foule importante et de Mère Teresa, il a rappelé aux religieux leur vocation spirituelle : « la transformation du monde et l'établissement du royaume du Christ, de justice et de paix, ne peuvent se réaliser que par la grâce et l'amour de Dieu. Seul l'amour peut transformer les cœurs et sans lui il ne peut y avoir de véritables réformes de structure de la société. Cepen-



dant il a reconnu que l'Eglise ne peut être indifférente à l'injustice et qu'elle doit promouvoir des valeurs humaines. C'est à sa propre demande que Jean-Paul II a voulu, au cours de la traversée de la ville, s'arrêter au bidonville de Londo. Là le pape a mis en garde les deshérités contre «*les idéologies qui ne proposent que des valeurs matérielles ou des idéaux temporels et qui séparent le développement politique social et économique des choses de l'esprit, et cherchent le bonheur hors du Christ.*» Lors de sa réponse au discours d'accueil du Président Marcos, Jean-Paul II n'a pas hésité à rappeler au dictateur que «*même dans des circonstances exceptionnelles, on ne peut jamais justifier une violation de la dignité fondamentale de la personne humaine ou des droits fondamentaux qui la sauvegardent.*». A la nation philippine il a rappelé les valeurs à respecter : l'importance de la famille, l'indissolubilité du mariage et le droit des enfants à naître. Le lendemain, le pape a présidé la cérémonie de béatification de seize martyrs. Devant l'archevêque de Tai peh et tous les évêques de Taïwan, Jean-Paul II s'est adressé à l'ensemble des Chinois chrétiens, «*avec l'inspiration de la foi chrétienne fortifiée par vos traditions morales spécifiques vous serez d'une manière profonde à la fois chrétiens et Chinois et contribuerez à la richesse de l'Eglise.*» Il a invité les Chinois continentaux à se réconcilier avec Rome et à met-

tre fin à une rupture trentenaire pour penser essentiellement à l'avenir.

Le Pape a eu l'occasion de s'entretenir avec un groupe de musulmans dans la région de Davao. Il a pu aussi se rendre compte, en traversant les îles des Philippines, des conditions de vie souvent misérables des gens qu'il est allé rencontrer, par exemple les pêcheurs de Lapolapo, les bûcherons des tribus des montagnes à Cebu, et les ouvriers du sucre à Bacolod. Là il a réaffirmé une nouvelle fois ses préoccupations de justice sociale en déclarant notamment : «*L'Eglise n'hésitera pas à soutenir la cause des pauvres et à devenir la voix de ceux qui ne sont pas entendus quand il parlent, non pour réclamer la charité mais pour demander la justice.*»

On se prend à espérer que les dirigeants de ce pays entendront la leçon et ne se contenteront pas de faire une exploitation politique de la visite de leur illustre hôte.

Jean-Paul II présente un visage de l'Occident que les hommes des pays d'Orient ne connaissent que trop peu. Et c'est au Japon, sans doute que cette «voix de l'Occident» aura le plus de répercussions profondes par sa nouveauté. Puissent les voyages du pape dissiper quelque peu l'image ternie que donnent dans ces pays de moins dignes représentants de notre civilisation.

Philippe LABARRIERE

la mort d'une reine...

Deux phrases de Marc Marceau (1) résument bien le caractère volontaire de Frédérique. Le journaliste commence ainsi son article : «*Plus proche de Catherine de Médicis que des discrètes souveraines nordiques, la reine Frédérique devait ajouter son nom à une longue liste de femmes qui marquèrent de leur empreinte l'histoire de leur pays*»; mais il le termine par cette phrase : «*la mort de la reine Frédérique soulagera d'une lourde hypothèque ceux qui, en Grèce, n'ont pas renoncé à rétablir la monarchie*». C'est toute la vue d'une reine, mais aussi celle d'un peuple, qui peut expliquer cette apparente contradiction.

On a aujourd'hui oublié que la princesse de Hanovre qui avait épousé, en 1938, celui qui allait devenir le roi Paul, avait su se faire adopter des Grecs. Son attitude courageuse, notamment durant la guerre civile de 1946/1949, lui avait valu le respect et même la popularité. Cependant, celle-ci allait être entamée dès 1951 par des interventions trop marquées et peu habiles dans la vie publique. En 1958, la reine se trouva directement opposée à Constantin Caramanlis. Cette erreur aliéna au Palais une partie de la droite qui lui était traditionnellement attachée. Même les obsèques de Frédérique qui se sont déroulées à Athènes, ont été l'objet de controverses : devant l'émotion du centre et de la gauche, le gouvernement a interdit toute participation populaire et écourté la présence du roi Constantin, venu de Madrid; ce dernier a exprimé son «amertume» et son «chagrin».

L'histoire grecque contemporaine aurait pourtant dû inspirer à Frédérique de la prudence. La vieille nation n'a acquis son indépendance aux dépens de la Turquie, qu'en 1829, par le traité d'Andrinople. Elle a été chercher ses souverains au sein de dynasties étrangères : bavaroise, danoise ... En outre, la «tradition» monarchique y était fragile; en 1927, la République, qui devait durer jusqu'en 1935, y avait déjà été proclamée (à la suite d'une défaite contre les Turcs). Après la chute du détestable régime des colonels, l'impo-

pularité et l'autoritarisme de Frédérique se sont certainement ajoutés, dans l'esprit des Grecs, à l'échec du contre-coup d'Etat tenté par le roi Constantin contre les militaires. De sorte qu'au référendum de 1974, 69% des suffrages se sont portés sur la République, contre la «Démocratie couronnée». Aujourd'hui, l'idée royaliste est encore très forte en Grèce. Nous n'avons pas de conseils à donner aux royalistes hellènes, mais il faut reconnaître que cette idée est malheureusement trop liée à la droite : de nombreux ministres et députés de l'actuelle majorité ne cachent pas leurs sentiments; la gauche, en revanche, est hostile. Quel que soit le pays aux destinées duquel elle est liée, il n'est jamais bon que la Couronne apparaisse trop proche d'un parti ou d'une faction.

Souhaitons aux Grecs de retrouver un jour des souverains qui sachent se tenir au dessus de la mêlée, pour être arbitres entre tous et garantir la démocratie (comme en Espagne) pour le bien du peuple qui est le seul concerné.

A. SOLARI

(1) *Le Monde* du 8/9 février.

...mariages de princes

Annonce du mariage du prince Charles d'Angleterre, mariage du prince héritier au Luxembourg, notre presse ne boudes pas ces festivités princières, loin de là. Tant mieux c'est l'occasion de parler de manière vivante de l'intérêt de la monarchie. Ainsi *Le Monde* rappelait-il à ses lecteurs que «*l'Etat luxembourgeois reste une démocratie représentative sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Mais si le pouvoir exécutif appartient exclusivement au grand-duc, son pouvoir est limité à l'égard du législatif.*»

Si les partisans de la république sont nombreux, la majorité des Luxembourgeois restent fidèles à l'institution monarchique, qui selon eux, demeure le meilleur garant de l'indépendance nationale. Elle seule, estiment-ils, peut jouer le rôle d'arbitre, dominant les querelles inhérentes à la politique des partis.»

ENTRETIEN

■ **Royaliste** : Il y a quatre ou cinq ans, le Parti communiste menait une stratégie dite de l'Union du peuple de France et pratiquait l'ouverture tout azimut. Aujourd'hui il opère un revirement brutal. Est-ce incohérence ou continuité d'une ligne politique cachée ?

Philippe Robrieux : Il n'y a ni incohérence, ni continuité. Il y a simplement un changement de la stratégie. Le Parti est structuré autour d'un appareil de professionnels qui est l'armature, le cœur de l'organisation, unifiée derrière le secrétaire général. Dans ce système, la loi fondamentale est que le professionnel applique sans discuter la politique du secrétaire général. La stratégie est fixée par le pouvoir suprême et elle se ramène, depuis l'époque de Staline, au choix d'un objectif et d'un seul pour toute une période de longue durée. La tactique est la réponse momentanée à une question circonstancielle. Tout permanent fut-il journaliste à l'*Humanité* qui renacle à appliquer même sur des points de détail, la politique du secrétaire général, est automatiquement écarté. Voyez ce qui est arrivé à une partie de la rédaction de l'*Humanité* ou à Henri Fizbin, le secrétaire de la Fédération de Paris, parce qu'ils prétendaient discuter la politique du secrétariat général. Pourquoi ces discussions ? Précisément à cause du changement de stratégie survenu entre le XXII^e congrès et les élections de 1978. Avant, l'objectif stratégique était d'avancer vers le pouvoir par le Programme commun. A partir du printemps ou du début de l'été 1977, cette politique est enterrée. Il ne s'agit plus de battre Giscard, mais de battre Mitterrand et l'on en est toujours là.

La seule question qui se pose véritablement est de savoir pourquoi Georges Marchais a changé d'objectif stratégique. La réponse est assez simple : Georges Marchais a accepté de réinsérer le Parti communiste français dans la stratégie du mouvement communiste international dirigé par l'Union soviétique. La politique suivie depuis 1974 -battre Giscard- s'écarterait des desseins de la stratégie soviétique. Nous en avons eu la démonstration, entre les deux tours des élections présidentielles, par la visite spectaculaire rendue à Giscard par l'ambassadeur d'U.R.S.S. Entre Mitterrand et Giscard, Moscou marquait son choix qui n'était pas celui du Parti communiste français. En 1974, en



1975 encore, le principal conseiller de Georges Marchais est Jean Kanapa. C'est l'homme d'une certaine prise de distance, d'un désengagement vis-à-vis des Soviétiques qui se traduit par une brouille. Nous avons la preuve matérielle de cette brouille par la disparition du nom de Georges Marchais dans les colonnes de la Pravda au cours des années 74 à 76. En 1977, avant la rupture de l'Union de la gauche, Jean Kanapa meurt, et les Soviétiques formulent clairement leur ultime avertissement. Il faut se reporter à l'entretien que Doumeng donne au *Nouvel Observateur* le 23 août 1977. Doumeng qui est l'homme d'affaires des Soviétiques en France, l'homme de confiance, dit en substance : «*Moi j'ai choisi mon camp, je suis avec l'Union soviétique*» et s'adressant nommément à la direction du Parti français : «*Faites comme moi !*».

On peut se demander pourquoi, raisonnant dans le cadre de leur politique de «finlandisation» de l'Europe, les Soviétiques préfèrent Giscard à Mitterrand. En matière internationale il est un principe qui a toujours été appliqué depuis Staline : quand on peut peser sur un choix, il faut toujours choisir le plus faible. Donc les Soviétiques ont choisi Giscard. Je pense que cela n'étonnera pas les lecteurs de *Royaliste* !

A un moment donné Georges Marchais, sur les conseils de Jean Kanapa, a été tenté de faire un peu d'«euro-communisme», mais pour s'engager plus avant dans cette voie, il fallait résister à une formidable pression soviétique et Georges Marchais était trop faible et trop fragile pour cela. C'est tout le problème de son itinéraire et de sa biographie, qui fait qu'il lui était difficile de résister. Le développement de l'euro-commu-

entretien avec philippe

ou vâ le p

Au moment où l'ensemble de la presse de droite se déchaîne, (avec souvent des facilités, voire des hypocrisies, étonnantes), contre un Parti communiste qui semble se moquer des jugements que l'on porte sur lui, nous avons voulu essayer de mieux comprendre. Nous sommes allés interroger Philippe Robrieux qui en tant qu'ancien communiste et en tant qu'historien est l'un des meilleurs spécialistes du P.C.F.

nisme suppose une formation, une imagination, un renouvellement de l'idée communiste inconcevable sur le plan intellectuel pour un homme comme Georges Marchais. En ce qui concerne le bagage intellectuel, il est certainement le plus court de tous les secrétaires généraux du P.C. D'autre part la pression russe est très forte. Il suffit de voir ce qui se passe en Espagne aujourd'hui où Santiago Carillo, l'homme à abattre, est mis en difficulté. Preuve supplémentaire de cet alignement : la place qui est à nouveau faite à Georges Marchais dans les colonnes de la Pravda.

■ **Royaliste** : Ce qui frappe après le virage pris par le Parti, c'est l'hémorragie de militants qui semble se produire. Cela n'est-il pas un élément nouveau ?

Philippe Robrieux : Vous savez qu'au moment du Pacte germano-soviétique vingt-sept députés sur soixante-douze s'étaient désolidarisés du P.C. et, à la base, l'hémorragie avait alors pris des proportions encore plus importantes. L'actuelle crise est très sérieuse et susceptible de développement, pour peu que Marchais

fasse un mauvais score aux élections présidentielles, ce qui est plus que probable dans l'état actuel des choses. Il ne faut pas oublier que le militant est un être de chair et de sang qui s'est engagé totalement. C'est pourquoi il n'y a que les chocs brutaux qui produisent une faille et dérèglent la mécanique de l'attachement inconditionnel. La dernière crise n'a commencé qu'après le résultat des élections de 1978 et non pas au moment de la rupture de l'Union de la Gauche. Une partie de ceux qui avaient fondé leurs espoirs sur la victoire quittent alors le P.C. Une génération de militants s'en va et une nouvelle va arriver.

Un processus identique se prépare. Georges Marchais après avoir expliqué qu'il était le meilleur candidat et allait arriver devant Mitterrand, que le parti remontait, va se retrouver avec un score entre 15 et 17% des voix, ce sera le plus mauvais résultat jamais enregistré depuis la Libération. Alors on va retomber au niveau de l'avant-guerre, imaginez le choc pour les militants ! D'autre part, depuis l'affaire de l'Afghanistan, certains militants communistes recommencent à se poser sérieusement des questions quant aux rapports avec Moscou, d'autant plus que dans l'*Humanité* refleurissent les reportages enthousiastes sur les pays du «socialisme réel».

■ **Royaliste** : le double langage pratiqué par les communistes n'est-il pas lui aussi source de confusion ?

Philippe Robrieux : Parfaitement. Les mots n'ont jamais le même sens dans le langage communiste et dans la langue commune. C'est une des raisons qui font se tromper régulièrement les analystes et les observateurs. Par exemple, pour tout le monde la classe ouvrière c'est la majorité



Si les Maliens ne sont pas des prolétaires, qui est prolétaire ?

obrieux :

, C. f. ?

Philippe Robrieux, né le 20 janvier 1936, agrégé d'histoire, secrétaire général des étudiants communistes en 1959 est notamment l'auteur de « Maurice Thorez, vie secrète et vie publique » Fayard - en vente au journal 77 F, franco de port, et de « Histoire intérieure du parti communiste, 1920-1945 » - Fayard 1980 - prix franco 99 F.

de ceux qui travaillent dans les usines; pour Georges Marchais la classe ouvrière c'est lui. Le divorce entre ces deux définitions a toute une histoire, il faut remonter jusqu'à Kronstadt où la faille à joué pour la première fois entre le parti et la classe ouvrière dans une situation dramatique. Au moins à cette époque les dirigeants en étaient conscients et ne cachaient pas qu'ils avaient du se heurter à une partie de la classe ouvrière et du peuple. Tandis que maintenant et depuis Staline, le Parti est prêt à écraser la classe ouvrière vivante, réelle, au nom d'une classe ouvrière légale, abstraite. Et quand je dis écraser cela peut être au sens littéral du terme, comme à Vitry, avec le coup du bulldozer !

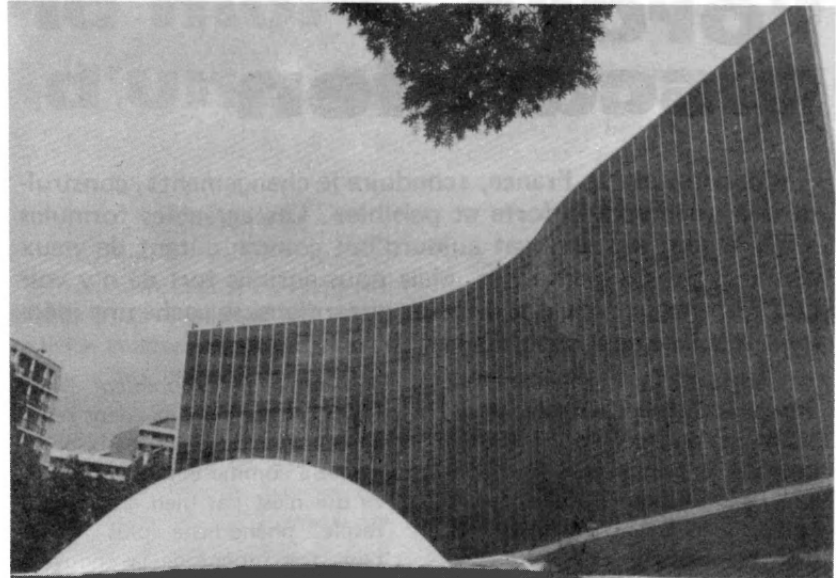
L'AFFAIRE DE VITRY

C'est en effet toute l'explication de l'affaire de Vitry, ou de celle de Montigny. La direction du P.C.F. s'identifie elle-même à la classe ouvrière, il suffit d'écouter son discours : « nous... les travailleurs veulent... la classe ouvrière ne permettra pas... », mais pour celui qui gagne 3500 ou 4000 F, qui vit dans la hantise du chômage, qui habite de grands ensembles sans joie, la question ne se pose pas et ne peut pas se poser exactement dans ces termes. Ne parlons pas des Maliens de Vitry ou des Marocains de Montigny; ou alors, si ceux-ci ne sont pas des prolétaires, qui sont les prolétaires ? Mais la dérive du communisme fait que la classe ouvrière n'est plus dans la classe ouvrière, mais dans le parti, et comme le Parti c'est le secrétaire général, alors vous débouchez sur une situation où, prisonniers d'un monde clos et de leur propre échelle de valeurs, coupés du réel, des hommes finissent par penser qu'ils sont la classe ouvrière et

qu'ils peuvent donc écraser des ouvriers de chair et de sang qu'ils soient maliens, français ou polonais, au nom de la classe ouvrière abstraite qu'ils imaginent incarner.

■ Royaliste : N'y a-t-il pas aussi un autre calcul ? Vous nous avez dit que le Parti avait subi une grosse hémorragie de militants. Ne cherche-t-il pas tout simplement à renouveler sa clientèle en faisant appel à des réflexes racistes malheureusement existants ?

Philippe Robrieux : Il y a certainement des calculs de ce genre. Mais il ne faut jamais perdre de vue que chez tout dirigeant il y a toujours la tendance à se lancer dans l'action, puis à réagir en fonction des conséquences souvent imprévues de cette action. Les dirigeants communistes n'échappent pas à cette règle. Mais reprenons le problème de la candidature de Marchais. La décision de se présenter aux élections présidentielles n'a pas été prise sous la pression des Soviétiques. Georges Marchais a décidé de se porter candidat parce qu'il était intimement convaincu qu'il incarnait le Parti, qu'il était le parti et qu'il était le meilleur candidat, comme il l'a d'ailleurs déclaré publiquement. Dans le but stratégique de battre le Parti socialiste il était donc logique qu'il décide de se présenter. Résultat de ce faux calcul, à deux mois des présidentielles tous les sondages concordent : Marchais fera 15 à 17% ! A cet échec il y a plusieurs raisons, il ne faut pas oublier que l'électorat du Parti peut se diviser en trois grandes composantes : celle des « croyants » qui vote pour la révolution communiste, celle des « jacobins » qui vote pour le parti le plus à gauche, et la troisième qui vote pour le parti qui défend le mieux leurs intérêts matériels de classe. Or la politique actuelle du P.C. est perçue comme une politique du « tout ou rien », ce qui est catastrophique d'un point de vue électoral. La question des immigrés n'est que secondaire; bien sûr il y a des traces de racisme et de xénophobie dans l'électorat du P.C., mais le Parti n'en est pas responsable. C'est la société qui fait venir les immigrés pour sa commodité mais qui ne veut pas prendre les mesures qui humaniseraient l'accueil et l'insertion. En revanche là où beaucoup de communistes seront choqués c'est lorsque l'on voit le Parti faire un virage à 180° et, après avoir fait de la défense des immigrés un cheval de bataille, changer brutale-



Le P.C.F. est-il le Prolétariat ?

ment son fusil d'épaule, et enterrer les immigrés pour des considérations électorales. Devant l'échec électoral prévisible le « brain trust » s'est agité. Que faire ? Comme l'on connaissait les tensions dans les municipalités ouvrières, l'on a sorti le dossier « immigrés ». Et il faut reconnaître que ce dossier pourrait être plaidable : l'on peut en effet se demander pour quelles raisons les immigrés sont entassés dans les banlieues communistes ou socialistes et non pas ailleurs. Dossier plaidable, mais pas à coup de bulldozer ou de délations publiques ! Là, on retrouve les vieilles méthodes de l'époque stalinienne : on a décidé d'une ligne qui doit rapporter au Parti et on l'applique coûte que coûte. Tant pis pour la classe ouvrière en chair et en os, tant pis pour les Maliens qui risquent de se retrouver à la rue en plein hiver, tant pis pour une famille de Marocains de huit enfants, dans un H.L.M., et de surcroît innocente. Mais je doute que le Parti fasse des voix comme cela. D'abord parce que la partie la plus poujadiste de la classe ouvrière vote plutôt R.P.R. et n'a pas de raison de changer. Ensuite parce que cela ne changera rien au vote des éléments les plus frustrés politiquement de l'électorat communiste. Ce n'est pas ce genre d'action qui va enrayer le passage au P.S. des électeurs ouvriers qui ne veulent pas voter pour la politique du « tout ou rien » et ce n'est pas cela non plus qui va enrayer le départ de ceux qui votent le plus à gauche possible et qui commencent à se demander si Marchais ne cherche pas à maintenir Giscard d'Estaing au pouvoir. Dans les H.L.M., dans les

cités ouvrières et dans les usines l'on raisonne plus concrètement qu'ailleurs en matière politique. Mise à part une minorité qui est révolutionnaire, et accepte les contradictions comme les virages parce que portée par un espoir puissant, les autres font leurs comptes, cherchent une issue, pensent à la crise et savent que tout n'est pas possible.

■ Royaliste : Mais comment cette stratégie s'insère-t-elle dans la stratégie communiste globale ?

Philippe Robrieux : Effectivement, cette stratégie se situe dans une vision mondiale. L'échec électoral n'aura qu'une importance relative si la crise continue à se développer en Europe plaçant, à terme, le Parti communiste dans un contexte plus favorable. On est d'ailleurs frappé en regardant Marchais à la télévision : il a l'attitude de quelqu'un qui attend quelque chose qui viendra de l'extérieur bouleverser les données de la politique française. Quelque chose qui pourrait bien être la chute des pays pétroliers du Moyen Orient dans la mouvance soviétique. Dans une nation qui dépendrait alors des dirigeants russes pour son approvisionnement énergétique, que de perspectives avec un président assez faible pour se laisser « finlandiser ». C'est tout cet arrière plan qui sous-tend la visée générale de la direction actuelle du Parti. Autant sur le plan électoral la démarche est grossière et sera sanctionnée comme telle, autant à plus long terme, le calcul de « real politik » me paraît sérieux.

entretien réalisé par
Arnaud Fabre et
Philippe Labarrière

l'ordre giscardien

«Moderniser» la France, «conduire le changement», construire une «démocratie forte et paisible». Les agréables formules d'il y a sept ans sonnent aujourd'hui comme autant de vœux pieux ... ou de mensonges. Mais nous aurions tort de n'y voir que démagogie : sous les discours giscardiens, se cache une idéologie très finement analysée par Thomas Ferenczi.

Idéologie ? Le mot semble bien fort pour qualifier les solennelles platitudes énoncées par le Président de la République. La réflexion giscardienne est sans doute faible, voire franchement nulle, mais elle possède une cohérence et le projet de société qui en est issu doit être pris au sérieux.

Certes, Thomas Ferenczi montre bien qu'il ne faut pas se laisser impressionner par le souci culturel affiché par Giscard d'Estaing dans ses rencontres avec les intellectuels et dans ses prétentions littéraires : il y a là «plus de virtuosité que de profondeur, plus de savoir-faire et de savoir-dire

que de savoir proprement dit...»

Le giscardisme a cependant réussi à récupérer des «nouveaux philosophes» comme Benoist et Nemo, ce qui n'est pas bien grave, et se révèle, phénomène plus inquiétant, très proche de la «nouvelle droite» dans son biologisme et dans sa critique de l'égalitarisme.

D'où une conception nouvelle de l'économie, fondée sur la méfiance à l'égard d'une croissance tenue pour responsable de trop de tensions sociales : il s'agit pour les giscardiens de revenir à une doctrine de l'équilibre économique et social qui permet aux privilégiés d'accroître leurs privilèges.

Car l'objectif de la société libérale avancée n'est pas de combattre l'inégalité mais de la rendre supportable !

Dès lors, le libéralisme affiché n'est plus qu'un piège. Certes, contrairement à la vieille droite, Giscard se moque de la moralité ou de l'immoralité du peuple, mais, si la permissivité est accordée au «bas», une forte autorité demeure en haut : pouvoir politico-administratif renforcé, la décentralisation niée, contrôle de l'information plus étroit que jamais, accent mis sur une sécurité qui menace la liberté des citoyens.

L'idéologie élitiste conduit tout naturellement à l'autocratie, que renforce une politique de ségrégation universitaire et culturelle : d'un côté les grandes écoles où se forment les futurs dirigeants, de l'autre l'université de masse sans débouchés ; d'un côté, l'élite se voit réserver des «produits culturels» de grande qualité, tandis que le bon peuple doit se contenter d'une culture au rabais. Tels sont les ravages d'une «idéologie américaine» méthodiquement appliquée.



le représentant d'une «élite»

L'ordre giscardien s'est installé, terriblement efficace dans sa manipulation des apparences. A quelques semaines des présidentielles, il était nécessaire que sa véritable nature soit enfin révélée.

B. LA RICHARDAIS

Thomas Ferenczi - *Le Prince au miroir, essai sur l'ordre giscardien* - Ed. Albin-Michel. En vente au journal, franco : 52 F.

gros plan sur un journal

Raymond Depardon a filmé la naissance du «Matin de Paris». Pas triste !

Il y a quatre ans maintenant, Raymond Depardon était autorisé par Claude Perdriel à filmer les premiers jours de travail des journalistes du *Matin*. Avec une seule caméra, sans éclairages sophistiqués, Depardon fit un reportage sur des gens qui ne faisaient plus attention à lui et se révélaient tels qu'ils étaient. Ce film vient d'être projeté dans quelques salles à Paris.

Les vieux routiers de la presse disent toujours qu'un journal se crée sur une idée. Le *Matin* devait être «l'aile marchante de l'union de la gauche», le «pont de singe» entre les deux partis-frères ennemis réconciliés. Il devait aussi bien rassasier les électeurs communistes non militants et les lecteurs du *Nouvel Observateur* que sa lecture hebdomadaire ne comblait plus entièrement. La conférence de rédaction où Claude Perdriel gage tout l'avenir de son journal sur l'union de la gauche et la poursuite de la stratégie d'ouverture du

P.C. après le XXII^e congrès semble bien irréaliste aujourd'hui à l'heure des polémiques quotidiennes.

En matière de presse comme ailleurs, les bons sentiments ne valent pas le cynisme : que les protagonistes se parent de plumes de gauche ne les empêche pas d'établir des hiérarchies et de manier l'autorité avec un zeste de démagogie. Ces images prises sur le vif et sans censure laissent assez rêveur : le langage creux y est de mise, l'autosatisfaction permanente et les tics de «métier» tout aussi insupportables. Quand au fond du discours : une vague, très vague, bonne conscience anonnée sur le mode de la méthode Coué : «on est de gauche, on est de gauche ...»

Un petit pincement au cœur toutefois quand le responsable de la pub vient annoncer qu'il occupe 10 pages. «Il faut bien bouffer» est la réponse impérissable de Roger Colombani entre deux «coco» ou «p'tit gars».

Deuxième picotement au cœur quand Perdriel déclare que pour le premier numéro il a obtenu un édito de Mendès-France. Voilà qui augurait bien de l'avenir.

Perdriel d'ailleurs est tout fier, il a introduit dans la presse les fameux trois niveaux de lecture, en clair : on écrit trois fois la même chose, dans le titre, le chapeau et le début de l'article. «*Les gens n'accordent plus qu'une demi-heure à la lecture de leur quotidien*». Je ne vois pas le rapport.

Perdriel est omniprésent, il papillonne sur un article, sur le dos des maquettistes, il contrôle la une, son idée du jour, sa chose. Devant lui les rédacteurs (surtout

les femmes qui semblent être réduites à la portion congrue dans cette «rédaction de gauche») ne pipent mot.

Si le propos est creux et l'imagination bien palote, *Le Matin* dure. Par quel miracle ? Sans doute le même qui fit croire un moment que Michel Rocard serait le grand rénovateur de la gauche non-communiste. Ce n'était pas le vent de l'histoire qui les portait l'un et l'autre mais eux qui en étaient pleins.

François MOULIN

Raymond Depardon est aussi l'auteur d'un film, malheureusement interdit en France, sur la préparation de la campagne de Giscard d'Estaing en 74. Le marketing politique dans toute son horreur.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Après la brusque attaque en piqué de Bernard-Henri Lévy, l'offensive de la grosse artillerie Guillemain (1). Contre Péguy évidemment ! Abattue, mise en pièce, la gloire nationale, la boudruche patriotique. D'autres ne vont pas tarder à rallier l'offensive et sonner leur faible hallali pour achever le mort. Déjà Gros Jean qui en remontre à son Guillemain a expliqué dans *l'Express* que le cher homme avait manqué sa cible. Un minimum de pratique psychanalytique lui eut montré que les relations de Péguy avec Jaurès, ne s'expliquaient que par les règlements de compte du petit Charles avec son papa trop tôt disparu ! Avec Guillemain, la ficelle n'est évidemment pas si grossière : plus de cinquante grandes pages d'analyses fouillées, une montagne de références, des citations et des recoupements irréfutables. Vingt ans de travail pour un étrillage !

J'ai lu jusqu'au bout. Guillemain aura-t-il beaucoup de lecteurs si attentifs ? J'en doute. Peut-être faut-il un violent amour ou de la passion haineuse pour trouver la patience de le suivre dans tous ses recoins, dans ses trouvailles. Pour les autres, ce sera probablement fastidieux, à moins qu'ils ne soient progressivement émus par l'étrange bonhomme qu'on leur agite sous le nez, cet être de rancunes, de revirements, qui ne respire que dans le règlement de compte. Un pauvre homme dont la vie n'est que « l'histoire d'un échec ». Ecrivain méconnu, malheureux en ménage, soupirant éconduit, chrétien séparé de son église. Un « raté », qui ne sortit de l'infortune, de la déception et la souffrance que par la mort sur un champ de betteraves.

Il est vrai que Guillemain lui reconnaît un mérite, un seul : celui de n'avoir pu être suffisamment rampant pour réussir. Un minimum d'honneur contre les honneurs (au pluriel !) ... Quelle magnanimité ! D'ailleurs, n'est-ce pas sur les conseils de François Mauriac que notre « historien » s'est mis au travail pour dessiner un portrait juste du Péguy « complexe et poignant ». « Guillemain, avait écrit Mauriac, tout compte fait, qui est du côté de Péguy et qui l'aime... »

Tout compte fait, ce n'est pas le portrait attendu par Mauriac qui a ainsi été composé. « Ce que le peintre peut réaliser, le critique, le commentateur en sera toujours incapable. Quelques prises de vues, sous divers angles, par davantage, peut-être, tout de même, un travail utile. » L'objet formel, auraient dit les scholastiques, est bien défini. Guillemain n'a traité de Péguy que sous le seul angle qui l'intéressait : celui du traître à la cause socialiste et révolutionnaire, de l'ancien admirateur de Jaurès retourné en féroce adversaire. Briser l'image pieuse saint-sulpicienne, n'avait d'autre intérêt que de mettre en évidence l'ingratitude et la fourberie de l'ancien dreyfusard à l'égard d'anciens camarades comme Lucien Herr. A partir de là montrer que Péguy n'avait manœuvré que pour sa seule gloire, l'espoir d'une gloire littéraire toujours trompé et noyé dans des difficultés financières infinies.

Tout de même, le critique peut faire autre chose que de limiter ses points de vue. Jean Lacouture qui a donné à beaucoup le goût des grandes biographies nous a donné des modèles de portrait qui n'étaient pas à l'eau de rose. Ni au vitriol d'ailleurs. Sans doute y a-t-il des êtres

péguy génie raté ?

qui échappent à la nuance, comme Péguy, comme Maurras ... Pourtant une biographie sérieuse de l'auteur de *L'Enquête sur la monarchie* démolirait singulièrement bien des images amies ou ennemis. Guillemain à la fin de son ouvrage, rapidement, consent à nous livrer d'autres points de vue qui nuancent tout de même les quatre cent quatre-vingts pages qui précèdent. « Et maintenant... », dit-il, oui et maintenant que les comptes sont réglés, le moment est venu de faire quelques concessions. Cet homme qui se brouillait avec ses meilleurs amis a tout de même conservé quelques amitiés indéfectibles. Toutes ses pages ne sont pas boursouflées, tous ses vers ne sont pas de mirliton, toutes ses dénonciations du « moderne » ne sont pas d'un réactionnaire borné.

Dans la tête du lecteur non averti, le mal est déjà fait. Et considérant la légèreté des jugements et des modes contemporains, on peut escompter que pour l'intelligentsia et l'opinion qui la suit, l'auteur d'*Eve* sera définitivement coulé. A moins, encore une fois, que quelques jeunes gens un peu abasourdis n'aient envie d'y mettre eux-même leur nez, ou d'aller interroger à leur tour les témoins. Après tout, ils ont à leur disposition l'excellente biographie d'Halévy (2), armé d'un substantiel appareil critique. Il pourront constater que Guillemain n'est pas le seul à avoir poursuivi aussi loin ses investigations. Et puis surtout ils apprécieront de la part de Daniel Halévy l'intelligence du cœur qui échappe au dithyrambe et à la rancœur. Halévy fut parmi ceux qui souffrirent de l'ingratitude de celui qu'ils avaient tant aidé. « Le combat, la solitude sans termes développent en lui les humeurs âcres et haïssantes ». Péguy a cette mauvaise tristesse de l'âme, il a aussi sa pureté. Qu'il soit aimé pour l'une, plaint pour l'autre ! »

Guillemain a aussi ses générosités, mais elles interviennent comme circonstances atténuantes pour éviter en dernier ressort l'exécution capitale. Halévy, lui, nous permet de mieux comprendre les chemins d'une âme souvent violente, souvent ingrate. Oui, il est vrai que Péguy a su donner une trop évidente démonstration de sa célèbre formule : « Il n'y a que des querelles de personnes » (Je cite de mémoire sans avoir pu retrouver la référence). Dans la querelle avec Lucien Herr, il n'a pas le beau rôle. Il s'est conduit en paysan madré et retors pour récupérer une somme d'argent qui moralement (sinon juridiquement) ne lui était pas due, et dont il se servit pour l'entreprise des *Cahiers*.

Mais cette entreprise dans laquelle il se jeta à corps perdu, est-elle sordide, juteuse, strictement égotiste ? N'est-il pas permis lorsqu'on s'appelle Charles Péguy, d'avoir l'ambition de la mission dont on se croit investi ? Tout le système de Guillemain consiste à enfermer son enquête dans un dispositif qui lui permet d'affirmer ce qu'il entend établir : 1/ Péguy a été un vrai révolutionnaire, ardent, courageux. C'est sa

meilleure période. 2/ Il s'est brouillé pour des questions d'argent et d'ambition personnelle avec d'anciens copains qu'il a abondamment insultés. 3/ Du coup il s'est abandonné à des impulsions réactionnaires, chauvines, racistes, n'écrivant plus que pour régler ses comptes. Dès lors, il n'a guère publié de choses intéressantes. L'écrivain d'ailleurs était-il si grand ?

Ce que Guillemain ne pardonne pas à Péguy, c'est sa brouille avec Jaurès, Jaurès le pur, l'inattaquable. Crime de lèse-majesté ? Pour Guillemain, l'amitié transformée en aversion s'explique pour une raison d'amour propre. Jaurès n'aurait pas suffisamment fait cas de lui !

Il n'y a pas de querelles d'idées, il n'y a que des querelles de personne. Certes, mais cela signifie aussi que les idées n'ont de vie et de substance que portées par des hommes, incarnées, engagées dans les chemins du salut, les aventures du temporel et du spirituel. Pour Guillemain, Jaurès est intouchable. Mais Halévy, ne met-il pas le doigt sur la plaie quand il écrit de Péguy : « Il voyait Jaurès, tempérament génial, mais de faible armature, glisser sur la pente des dogmatismes scientistes et marxistes. »

Si Péguy lui propose sinon sa propre collaboration, du moins ses jeunes collaborateurs pour *l'Humanité*, n'est-ce pas aussi parce qu'il y a un enjeu, l'avenir du socialisme français ? Les mots terribles que par la suite il emploiera pour stigmatiser le pacifisme jaurésien à l'approche de la guerre sont à la hauteur de l'événement. M. Guillemain admirateur de la Convention et apologiste de Staline a du enregistrer en histoire d'autres violences qui furent autrement meurtrières.

Mais surtout, son livre apparaît comme néfaste, d'une mauvaise foi furieuse, qui se cache derrière l'appareil critique de l'historien. La vie et les combats de Péguy sont l'objet, sous son regard, de l'immonde curiosité dont nous parlait Bernanos. Curiosité sans amour, curiosité du vice, curiosité de biais. Je sais bien que le moderne adore cela, qu'il l'a canonisé sous la dénomination de philosophie du soupçon. Mais justement Péguy nous a montré prophétiquement comment le moderne avilissait.

J'avoue donc, sans peur, que Péguy ressort pour moi de ce hideux regard, non pas intact, mais plus fort, plus émouvant. Plus fort à force de vulnérabilité. Car à travers tant de polémiques où parfois les cibles sont mal ajustées, je retrouve encore plus le combat d'un homme grand dans ses faiblesses, et dont la pensée essentielle reste intacte. Si Guillemain n'avait à régler ses comptes il devrait reconnaître que rien ne restituera jamais mieux dans sa noblesse le combat dreyfusard que « Notre jeunesse », mais il ne démord pas de ses phobies et de ses rancunes. Il n'a pu démolir Bernanos. Il s'est « payé » Péguy. Mais Péguy sera lu encore dans trois siècles, en dépit de ce « pauvre homme » qu'évoquait Régine Pernoud au terme d'une mémorable raclée (3).

Gérard LECLERC

(1) Henri Guillemain - Charles Péguy - Ed. du Seuil. En vente au journal : franco 75 F.

(2) Daniel Halévy - Péguy - Coll. Pluriel. En vente au journal : franco 30 F.

(3) Régine Pernoud - Jeanne devant les Cauchons - Ed. Le Seuil. En vente au journal : franco 35 F.



les quatre saisons de volkoff

Nous aurons été accompagnés tout au long de l'année 1980 par Vladimir Volkoff et sa tétralogie à laquelle Les Maîtres du Temps met un point final. Il est rare qu'un écrivain nous fasse part d'une publication aussi imposante en si peu de temps, sous peine de lasser le lecteur. Volkoff a parié le contraire, et il a eu gain de cause.

Les Humeurs de la Mer s'impose comme une réussite indéniable par les thèmes qui s'enchevêtrent et nous laissent ainsi entrevoir une partie de l'humanité tout entière, par les sujets et les mythes éternels que sont la quête du père, avec ses rivalités et ses abîmes, dans *Olduvaï*; dans *Les Maîtres du Temps* la quête du fils, et le héros qui n'est autre que Beaujeux, essayant de se rendre maître du temps par une sorte de long poème.

Le problème du temps, la plus classique interrogation métaphysique, que va tâcher de résoudre Beaujeux. Mais comment régner sur le temps ? Alors qu'il s'est replié avec Solange sur une île des Baléares, dans un vieux moulin, pour filer le parfait amour, au milieu du silence de la mer, vivant au rythme des jours, en ce sens hors du temps. Donc toute maîtrise est possible.

Mais l'arrivée de ses frères, l'un étant Jésuite et l'autre ministre, accompagné de sa femme et de leurs fils Alineau et Charles va troubler ce rythme. Avec l'apparition brusque de sa famille c'est le passé qui va redéfiler devant Beaujeux et même l'avenir. Le temps n'est plus maîtrisé. L'art, et avoir un enfant pour transformer sa descendance, sont les symboles de l'immortalité, ce que traite Volkoff dans ce quatrième tome.

De l'art à l'amour il n'y a qu'un pas. Le salut se confond. Car sans l'art (l'œuvre), et l'amour, le salut n'est pas. Dans les précédents ouvrages nous avons su que pour Beaujeux, la clef de tout c'était le salut par une œuvre. Dans *Les Maîtres du Temps*, nous retrouvons cette filiation qui s'achève, se perpétue par l'amour.

« Tout être a son secret, l'amour en est le dévoilement consenti ». Le secret c'est à la fois l'œuvre qu'il faut faire, créer, et l'amour qu'il faut former, ces deux choses ne faisant qu'un tout. C'est dans cet accomplissement, cette fusion de l'amour et de l'œuvre, s'intégrant harmonieusement, que le salut s'opère. C'est vers cette difficulté sublime qu'il faut aller pour retrouver son centre. Rainer Maria Rilke, dans ses *Lettres à un Jeune Poète*, nous dit mieux que personne qu'il faut justement toujours s'en tenir au difficile : *« Chaque être se développe et se défend selon son mode et tire de lui-même cette forme unique qui est son propre, à tout prix et contre tout obstacle. Nous savons peu de choses, mais qu'il faille nous tenir au difficile, c'est là une certitude qui ne doit pas nous quitter. »*

Cette certitude, Vladimir Volkoff, dans sa vision cosmique, a su nous la montrer, justement dans ce personnage d'un Beaujeux vieillissant dans un coin de la Méditerranée. Le monarchiste Volkoff, dans cette tétralogie où s'affrontent à chaque instant les héritages de deux cultures (Russe et Européenne), de deux mondes, et où se mêlent mille et un retournements pour ne former finalement qu'une entreprise de subversion qui est l'œuvre même. C'est la subversion du bien sur le mal et vice versa. C'est la clé d'une dimension religieuse que nous avons pu suivre déjà dans *Intersection* avec le dialogue des deux anges Petit Michel et Grand Michel.

Le bien et le mal c'est la thématique qui se poursuit tout au long des *Humeurs de la Mer*, le mal étant considéré comme une nécessité absolue, car sinon comment tenter de l'abolir ? Où

est le rachat ? Beaujeux est le protagoniste qui oscille perpétuellement entre l'ombre et la lumière, les ténèbres et la clarté, pour pouvoir avoir ainsi ce double rôle de pécheur et de serviteur auprès de ce Dieu, donc le Dieu volkovien.

Mais ce qu'il faut retenir c'est que tout au long de cette tétralogie, Volkoff veut rétablir le rapport filial. D'*Olduvaï* où nous assistions à la quête du père, aux *Maîtres du Temps*, où nous assistions à la quête du fils. C'est donc à cette continuité sacrée que l'auteur veut nous interpeller pour éviter par exemple le fratricide avec Caïn et Abel. Car c'est dans cette perpétuelle poursuite filiale, de communion, de transmission, que nous pouvons échapper au drame, à la dualité incessante de toute chose, des peuples. Volkoff manie là en grand maestro toute cette thématique ambitieuse où il excelle, en développant un sujet passionnant, qui par ses tenants et ses aboutissants est l'universel.

Il y a là un coup de maître, Volkoff par son œuvre fait aussi littérairement exploser toute une conception étriquée du roman, une écriture, un langage spécifique comme Louis-Ferdinand Céline avait pu le faire lors de *Voyage au Bout de la Nuit*, qui a bouleversé toute la littérature romanesque en 1932, mais en introduisant dans le roman même, théâtre, scénarios, poèmes, et l'on passe. La construction est totalement différente de ce que nous avons l'habitude de lire. Volkoff possède cette fameuse « petite musique » qui définit tout grand écrivain.

Pierre-Guillaume de ROUX

- * Vladimir Volkoff - Les Maîtres du Temps - Ed. Julliard/L'Age d'homme. en vente au journal : franco 68 F.
- * Rappel des précédents titres de la tétralogie : *Olduvaï*, La leçon d'anatomie, *Intersection*. Chaque volume franco 68 F.
- * Offre exceptionnelle : les quatre volumes pour 230 F (port compris).



Pendant 117 ans dressée sur la place du gouvernement à Alger, la statue du duc d'Orléans vient d'être restaurée et réédifiée à Neuilly après un purgatoire de dix-huit ans dans les entrepôts de l'Etat.

De nombreux souvenirs rattachaient déjà Neuilly-sur-Seine à Louis-Philippe et à la famille d'Orléans. Et c'est à la frontière de cette commune que s'élève la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion qui commémore l'accident qui coûta la vie au duc d'Orléans, fils aîné de Louis-Philippe.

C'est sur la suggestion du comte de Paris que la statue équestre du duc d'Orléans - œuvre de Marchetti - rapatriée d'Alger depuis 1962 vient d'être érigée au carrefour des boulevards Victor-Hugo et Inkerman. Plusieurs ministres et de très nombreuses personnalités assistaient le 13 février à son inauguration. La famille de France était particulièrement bien re-

présentée puisque derrière le comte et la comtesse de Paris l'on pouvait apercevoir son fils aîné le comte de Clermont, ainsi que la princesse Murat, le duc et la duchesse d'Orléans et la princesse Chantal de France.

Dans la rubrique des actualités royalistes signalons également à nos amis que les *« Mémoires d'exil et de combats »* du comte de Paris viennent d'être rééditées dans la collection *Le Livre de Poche*. Les royalistes disposent donc maintenant, pour un prix minime, du livre du Prince, ce qui devrait permettre d'en accroître l'audience d'une manière importante.

Y.A.

les développements de la campagne

Comme nous l'avions annoncé les 40 000 parrains potentiels pour les présidentielles ont maintenant du recevoir une documentation leur présentant Bertrand Renouvin et les raisons de sa candidature. Nous avons réalisé cette opération sans attendre vos réponses à l'appel à l'aide financière que nous avons lancé, ayant confiance comme à l'habitude en votre générosité. Mais, bien entendu, la souscription reste ouverte ! (Envoyez vos dons à CCP Royaliste 18 104 06 N Paris, en précisant «Arsenal 81»).

Parallèlement à cette opération, la collecte des promesses de signature continue et le cap symbolique des 500 est maintenant franchi. «Cap symbolique» car nous ne nous faisons pas d'illusion, et savons très bien que les pressions préfectorales et les nouvelles dispositions réglementaires (et illégales) prises par

le gouvernement, seront cause d'un certain nombre de désistements. Dans quelles proportions ? Nul ne peut le dire et il nous faut donc continuer les démarchages jusqu'au dernier jour.

Quant à Bertrand Renouvin lui-même, il ne chôme pas... Il poursuit un véritable tour de France pour présenter et expliquer sa candidature. Chacun de ses déplacements lui permet non seulement de rencontrer nos sympathisants mais encore de prendre contact avec des personnalités locales et d'exposer à la presse régionale les raisons de sa candidature.

Il suffit de consulter notre «livre de presse» pour voir le succès de ses tournées et l'écho important que les médias locaux lui réservent.

La presse parisienne, submergée sous des annonces de candidatures plus ou moins folkloriques,

a mis un certain temps à faire le tri entre les candidats sérieux et les autres. C'est aujourd'hui chose faite et cela s'est matérialisé, entre autres, par un substantiel interview de B. Renouvin paru en première page du Monde le 20 février dernier. Bertrand en a profité pour annoncer la prochaine sortie de son livre «la révolution tranquille». Véritable «manifeste» de la N.A.R. cet ouvrage qui expose et concrétise notre projet politique sera un instrument privilégié de notre propagande.

Nous rappelons aussi que pendant toute cette période électorale, notre journal doit être très largement diffusé afin de profiter au maximum de la sensibilisation politique de nos concitoyens. Pour cela nous réalisons, depuis le siège, une vaste opération d'abonnements de propagande pour laquelle nous avons besoin de votre aide.

Faites nous parvenir des noms et des adresses de personnes susceptibles d'être intéressées par le journal. Nous leur enverrons gratuitement **Royaliste** pendant deux mois avant de leur demander un abonnement éventuel. Précisez nous si vous désirez que l'abonnement soit fait de votre part ou d'une manière anonyme.

D'autre part nous convions nos amis les plus actifs à nous aider à étoffer les ventes à la criée du journal le dimanche matin, notamment à Paris, où l'on constate une nette augmentation du nombre des acheteurs au fur et à mesure que l'on s'approche des présidentielles.

Il me reste à présenter des excuses à de nombreux lecteurs. L'activité que nous menons en ce moment, l'augmentation importante du volume de courrier reçu ont un petit peu submergé notre secrétariat composé uniquement de bénévoles. Demande de renseignements, commandes diverses ont pris du retard et nous vous demandons d'être patients. Merci.

Yvan AUMONT

Paris-mercredis de la NAR

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h. dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4ème étage).

Mercredi 4 mars. Conférence-débat par **Hubert Bocquillon** : «Chouans et Vendéens : les insurgés royalistes», précédé de la projection d'un film sur la guerre de Vendée.

Mercredi 11 mars. Débat sur un sujet d'actualité à déterminer.

Mercredi 18 mars. Conférence-débat avec Bertrand Renouvin : «le nucléaire en question».

Mercredi 25 mars. Notre invité sera **Bernard-Henri LÉVY** pour un débat sur son livre «L'idéologie française» (voir les articles de Gérard Leclerc dans les numéros 330 et 331 de **Royaliste**).

Les lecteurs de **Royaliste** sont conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal et les animateurs de nos activités à Paris. Vers 22 heures, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet à ceux qui désirent rester, de poursuivre autour d'un pot les conversations amorcées (participation aux frais du repas : 10 F).

Quand la monarchie a un visage...

des royalistes aujourd'hui : qui sont-ils ?

6 francs

Prix : 6 F - CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

La situation économique de la France n'est pas grave. Elle est catastrophique. En raison du nombre de chômeurs, sans cesse croissant. Catastrophique en raison du déséquilibre toujours plus grand de notre commerce extérieur. Je dis cela sans volonté d'exagération, sans la joie mauvaise de l'opposant qui, l'ayant « toujours dit », se réjouit de voir son adversaire en si mauvaise posture. Trop d'angoisses et de drames se cachent derrière les statistiques pour qu'il soit permis de manifester une quelconque satisfaction intellectuelle ou morale. Laissons donc parler les chiffres.

L'EFFONDREMENT

En janvier dernier, la France comptait 1.680.300 chômeurs. Soit 3% de plus qu'en décembre; soit 13,3% de plus qu'en janvier 1980. Parmi eux, il y a 693 000 jeunes, soit 14% de plus que l'an dernier. Chiffres accablants qui soulignent l'échec de la politique économique giscardienne, et l'inefficacité des « pactes pour l'emploi ». Car le temps n'est plus où l'on pouvait se consoler en évoquant les « dégraissages » nécessaires et les impératifs du « redéploiement » industriel. L'industrie ne se redéploie pas : elle s'effondre par pans entiers, et la crise gagne les secteurs considérés comme les plus solides.

Victime de la concurrence sauvage des Etats-Unis et d'une stratégie patronale qui privilégie les investissements dans le tiers monde, les entreprises textiles ferment ou licencient les unes après les autres, dans les Vosges principalement, mais aussi à Mazamet, à Cholet, dans l'Aube et dans la région lyonnaise. La sidérurgie connaît de nouvelles difficultés, non seulement en Lorraine, mais encore à Nantes et en Provence. En trois ans, Usinor et Sacilor-Sollac ont subi 7 milliards de pertes et se trouvent aujourd'hui dans l'incapacité de financer leurs programmes d'investissements. L'automobile, autrefois solide, entre à son tour dans la crise : le groupe Peugeot a subi 2,2 milliards de pertes en 1980 et a dû supprimer près de 50 000 emplois. D'autres secteurs connaissent des difficultés moins spectaculaires mais tout aussi préoccupantes : ainsi la chimie, l'électronique, l'imprimerie, la papeterie et l'horlogerie.

Cette situation est d'autant plus catastrophique que les fermetures d'usines et les licenciements provoquent toujours des réactions en chaîne : la baisse des ventes d'automobiles influe sur l'activité sidérurgique, et, chaque fois qu'une usi-



par
**bertrand
renouvin**

protéger l'économie

ne ferme, ce sont des commerces qui disparaissent, des villes ou des régions entières qui périssent, tandis que la demande globale de biens et de services ne cesse de fléchir. C'est aussi la nation qui s'appauvrit, puisqu'elle doit acheter à l'extérieur ce qu'elle ne peut produire : ainsi le déficit commercial de la France a été de 60 milliards en 1980. Or la facture pétrolière n'explique pas tout, puisqu'une part importante de notre déficit provient de nos achats aux Etats-Unis, au Japon et en Allemagne : peu à peu le marché français est conquis par nos partenaires, qui privent nos entreprises de débouchés... quand ils ne les rachètent pas.

Tels sont les faits, tels sont les chiffres qui ne peuvent exprimer les espoirs gâchés, la détresse morale et parfois matérielle de centaines de milliers de Français. Bien sûr, les chômeurs sont secourus. Mais maintenant les organisations charitables doivent parfois remplacer leur dons en biens de première nécessité (vêtements par exemple) par une aide alimentaire : la misère est là, encore discrète, mais qui remplace peu à peu la gêne et la pauvreté.

QUE FAIRE ?

De tels faits suffisent à condamner la politique économique libérale. L'erreur fondamentale de Giscard d'Estaing a été de croire que le libre-jeu des lois du marché serait bénéfique et qu'un surcroît de

« compétitivité » permettrait d'affronter victorieusement nos concurrents. C'était négliger la volonté de puissance de grandes nations industrielles et la concurrence sauvage des multinationales, qui rendent illusoire le critère de la compétitivité.

Pour lutter contre le chômage, pour réduire notre déséquilibre commercial, il n'est d'autre solution que la protection des secteurs menacés. Mesure simple et efficace, qui est pourtant rejetée sans examen par la plupart des responsables politiques : le protectionisme est considéré comme « dépassé » et confondu avec l'autarcie. Mais il ne s'agit pas de faire de la protection économique un système permettant aux industriels de vivre dans une sécurité dangereuse à long terme. La protection doit être temporaire, et limitée aux secteurs industriels qui en ont besoin : elle ne saurait donc être confondue avec le refus de tout échange avec l'extérieur. D'ailleurs, cette protection si « dépassée » est appliquée par les Etats-Unis et le Japon avec succès, et même par le gouvernement français quand il établit un visa technique sur le velours ou quand il négocie avec les Japonais une limitation de leurs importations automobiles. La protection du secteur textile est évidemment trop partielle et trop tardive. Mais celle de l'automobile a permis de maintenir le taux de pénétration des produits japonais à 3% alors que les ventes d'automobiles nippones se sont accrues en un an de 41,9% dans la CEE.

La politique appliquée en matière automobile doit être étendue à tous les secteurs victimes de la concurrence déloyale des entreprises et des pays étrangers. Non par nationalisme, mais par simple volonté de sauvegarde de notre potentiel industriel et de nos emplois. Toutefois, une telle politique ne saurait suffire, elle ne saurait pallier les fautes commerciales de Peugeot, ni les investissements à l'étranger. Mais l'Etat peut recourir à la nationalisation, définir une politique d'investissements permettant le redémarrage des secteurs en crise, et empêcher la « multinationalisation » des entreprises. N'en déplaise aux théoriciens libéraux, lorsque l'économie s'effondre, lorsque la liberté du travail est enlevée à un million et demi de personnes, lorsque la nation est en passe d'être colonisée, lorsque les travailleurs immigrés deviennent la cible de campagnes racistes, l'intervention de l'Etat est une nécessité qui répond à l'exigence commune de justice.

Bertrand RENOUVIN